

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2012
DES AMIS DE LA TERRE 40 (MONTFORT-EN-CHALOSSE)

Samedi 19 janvier 2013

MATIN (10 h 30-12 h 15)

Nombre de présents : 24. Nombre de pouvoirs : 34.

Maurice Gassie, adhérent de longue date de notre association, ancien maire de Montfort, à l'origine de la création du musée de Montfort, nous souhaite la bienvenue ; il souligne la couleur particulière de cette commune, lieu de rencontre de diverses associations qui œuvrent pour la défense de notre Terre nourricière, de l'environnement et de l'agriculture paysanne.

1. Rapports d'activité

Il est présenté par la secrétaire de l'association, Jeanne-Marie Fritz et comporte, d'une part le rapport juridique fait par Jean-Pierre Dufau et, d'autre part le rapport d'activité générale. L'association a été très active et s'est investie notamment dans deux dossiers nouveaux inattendus : les épandages aériens de pesticides et le stockage de gaz de Pouillon. L'actualité a été riche en questions nouvelles.

Roland Legros demande que les rapports de participation à des commissions faits par les uns ou les autres soient mis sur le site, il n'est pas besoin qu'ils soient très longs. Ils constituent un témoignage de notre activité militante.

La qualité du travail juridique de Jean-Pierre Dufau est particulièrement soulignée. Mais comment être à la hauteur de son efficacité ? Christian Berdot rappelle que les dossiers sont l'affaire de chacun, qu'il y a vingt ans, avec Gérard et Marie-Claire Dupouy ils ont mené un gros travail de ce type avec 100 % de succès sur les douze recours déposés au Tribunal administratif.

Les rapports de l'assemblée générale doivent également être mis sur le site de l'association, nous avons un mois au maximum pour nous y conformer.

Vote : contre : 0, abstention : 0, pour : 58. Les deux rapports sont approuvés à l'unanimité.

2. Rapport financier

Patrick Lecrénaïs-Paoli, notre trésorier, commente le rapport. Le solde positif de la trésorerie a baissé pour deux raisons essentielles : d'une part il a fallu régulariser la part 2009 à reverser au National (qui n'avait pas été demandée pour des raisons de restructuration à ce niveau) et l'achat commun d'une sono avec Attac LCS pour des actions publiques à venir.

Vote : Contre : 0, abstention : 0, pour : 58. Le rapport est approuvé à l'unanimité.

APRES MIDI (14 h 15-18 h)

3. Rapport moral fait par le président sortant, Christian Berdot.

En 2012, les AT 40 n'ont pas mené d'actions interpellant le public comme les années précédentes.

Les différents domaines d'activité 2012 (Agriculture, énergie, transports) sont examinés conformément au rapport adressé à tous par courrier.

Nous devons nous inquiéter du projet « finance carbone » lancé par le Conseil régional pour lancer le reboisement de la forêt. Les Amis de la Terre sont la première association à avoir dénoncé les méfaits de la haute finance et le rôle des banques françaises, la première à avoir fait le lien entre les problèmes sociaux, la finance et l'écologie.

La parole est donnée à Didier Tousis et Miki Neuhaus, représentants du Collectif Stockage de gaz de Pouillon, dont le succès remarquable est salué par l'assemblée. Le collectif voudrait organiser une fête comme celle d'il y a un an sur la plage, fête qui avait rencontré un énorme succès (700 participants). Ce serait à la fois un pèlerinage et aussi l'occasion d'un débat où seront invités les élus qui se sont prononcés, ainsi que les associations qui s'y sont engagées.

Christian évoque la nécessité impérieuse de mettre en place un partenariat large avec les associations, dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie afin d'être complémentaires. C'est en unissant nos forces que l'on avancera.

Vote : Contre : 0, abstention : 0, pour : 56. Le rapport est approuvé à l'unanimité.

4. Election du bureau

Le président sortant, Christian Berdot, redevient un adhérent de base mais suivra les dossiers. Les statuts prévoient seulement un bureau de trois personnes, président, secrétaire, trésorier. Cette année, il est souhaitable qu'une dizaine de personnes s'engagent à ouvrir leur messagerie 2 ou 3 fois par semaine afin que le bureau ait un retour rapide sur les décisions à prendre, parfois dans l'urgence.

Catherine Letaconoux, candidate à la fonction de présidente, se présente. Elle est venue à notre association par la LGV, étant secrétaire de l'ACCRIIL où elle a beaucoup œuvré contre la LGV.

Il est demandé à l'assemblée s'il y a des candidats aux trois fonctions de président, secrétaire, trésorier. Aucune candidature n'ayant été enregistrée dans le mois précédent l'AG et aucune main ne s'étant levée pour répondre, on procède au vote du bureau :

Vote : Contre : 0, abstention : 0, pour : 58. Le bureau est élu à l'unanimité.

Catherine Letaconoux présidente, Jeanne-Marie Fritz secrétaire, Patrick Lecrénaïs-Paoli trésorier.

Vote pour que la présidente puisse ester en justice :

Vote : Contre : 0, abstention : 0, pour : 58. Approuvé à l'unanimité.

5. Débat sur les orientations à prendre durant l'année 2013

Plusieurs associations amies ont été invitées. Se sont excusés : le Modéf (occupé par les élections à la Chambre d'agriculture), la Sepanso (qui tient son CA ce jour-même).

Sont présents les représentants du : Civam Bio 40, Doman Chalosse vivante, Terre Active, Militinérèves, Collectif Stockage de gaz de Pouillon, Attac Landes Côte Sud, ACCRIIL.

Agriculture

Georges Pilaert excuse Jean-Claude Lucas, adhérent actif et président de Doman Chalosse vivante, retenu par un souci de santé familial, mais qui a organisé notre venue à Montfort (salle) et notre repas de midi au restaurant de la Terrasse. Tous nos remerciements à Jean-Claude qui a aplani ces problèmes matériels. Georges présente les projets de Doman Chalosse vivante :

- dans le cadre de la Semaine d'Alternatives aux pesticides (du 20 au 30 mars 2013), une série d'animations va être menée. **Le vendredi soir 22 mars**, au cinéma de Mugron, sera projeté le film « la mort est dans le pré » avec la participation de Jacky Ferrand, de l'association Phyto-victimes, père de Frédéric Ferrand, viticulteur des Charentes décédé d'un cancer lié à l'utilisation de produits toxiques pour les vignes. **Le samedi 23, trois ateliers** se dérouleront à Montfort afin de débattre des conséquences des pesticides sur la santé : un atelier sur les préparations naturelles à base de plantes, un second sur les méthodes de renforcement des défenses du sol, un troisième sur les auxiliaires du jardinier.

- Les Amis de la Terre organiseront une distribution de tracts annonçant cette manifestation, **le samedi 16 mars** au marché de Mont-de-Marsan (proposition de Laurence). On pourra également utiliser l'espace d'affichage en carton comme support de la distribution.

- Laurence Motoman nous annonce la tenue d'une table ronde sur la santé environnementale, organisée par EELV **le samedi 30 mars**, pour terminer les actions de la Semaine d'Alternative aux pesticides.

- Deux autres séances de cinéma consacrées à l'agriculture auront lieu ensuite fin juin et début septembre. Celles **de juin** pourraient se dérouler à Mont-de-Marsan, avec le film « la mort est dans le pré » puis le lendemain à Mugron au cinéma L'Entracte, avec la participation de Jacky Ferrand (Doman Chalosse vivante). **Les Amis de la Terre prendront en charge la séance de Mont-de-Marsan.**

Une dernière séance sera proposée par Doman Chalosse vivante **début septembre**, afin de préparer la Fête Bio, dans un esprit beaucoup plus positif et porteur d'espoir.

Philippe Castets, de Terre Active, nous informe que le vendredi 1^{er} février, le film « Tous cobayes » sera présenté au cinéma l'Estrade de Sabres, avec la participation de Christian Berdot au débat, aux côtés de Jean-Paul Jaud, le réalisateur. Cette action est menée également avec l'AMAP de Haute Lande.

François Lataste présente l'association Terre de liens qui collecte des fonds afin d'acheter des terres et les louer à des agriculteurs qui ont peu de moyens.

Jean-Marie Lalanne, président du Civam Bio 40, nous dit sa satisfaction de l'appui des associations de défense de l'environnement qui oeuvrent à leurs côtés pour défendre une petite agriculture bio et de proximité, face à l'agro industrie. Il remercie les associations qui les ont aidés. Il a rencontré en Dordogne des représentations d'autres continents pour le Réseau Semences paysannes qui sont venus pour dire qu'ils comptaient sur le soutien de tous.

Marie-Claire Dupouy nous informe que le Parlement européen a voté à l'unanimité un texte contre la biopiraterie (il s'agit de lutter contre l'appropriation par les grandes firmes multinationales des droits sur les ressources génétiques, comme par exemple les semences). Il va élargir ce vote à d'autres pays d'Europe ou extérieurs afin d'arriver au nombre de cinquante pays nécessaire pour obtenir un vote de ce texte à l'ONU. C'est donc une victoire, à consolider. Voici un lien : <http://catherinegreze.eu/blog/?p=4051>

Suit un échange sur la meilleure façon de sensibiliser le public qui n'est pas informé ou pas sensibilisé à ces questions afin de le faire venir aux projections de films. Si les tracts peuvent le toucher, comment toucher les agriculteurs en revanche ?

Plusieurs pistes sont évoquées :

- écrire aux syndicats agricoles, essayer d'obtenir leur mailing

- adresser des invitations aux jardins familiaux en passant par les mairies.
- développer au mieux la communication vers Sud-Ouest.
- démarcher les collectivités territoriales, mairies notamment.

Pour conclure sur l'agriculture, le poids du lobby agro-industriel dans notre département est très lourd. Ce qui explique la prudence de Sud-Ouest. Aujourd'hui, la disparition des fermes en Dordogne représente 5000 emplois directs ou indirects en nombre de chômeurs en 2012. « Les paysans sans terre de nos pays » sont les chômeurs (Guy Kastler). Or la FNSEA encourage cette disparition. Des études montrent que la généralisation de l'agriculture biologique en France créerait un million d'emplois.

Energie

Didier Tousis, du Collectif Stockage de Gaz à Pouillon, nous annonce qu'en février, il compte continuer à faire passer le message : « Nous sommes là, nous continuerons, nous représentons une volonté des citoyens de se réappropriier le territoire ». Miki Neuhaus rappelle l'existence de la démocratie participative, il faut maintenant passer à l'étape : « pour quelque chose » après avoir réussi le « contre quelque chose ».

Le ton est donc donné, comment proposer des projets, même de petits projets qui feront avancer les choses afin de ne pas toujours être dans l'opposition ?

La question des économies d'énergie et celle des énergies renouvelables est donc centrale.

Roland a bossé sur ces questions. Il a mis deux articles sur le site :

- le photovoltaïque est-il si rentable (de Roland Legros)

<http://www.amisdelaterre40.fr/spip/spip.php?article205>

- vers la transition énergétique (de Gérard Dupouy)

<http://www.amisdelaterre40.fr/spip/spip.php?article154>

Sur les grandes fermes photovoltaïques, tellement à la mode, la DREAL a la même position que nous, à savoir que derrière les grosses structures, il y a les grands lobbies. On pourrait appuyer ce qu'elle demande, c'est-à-dire que tous les toits des bâtiments publics soient équipés de photovoltaïques, les toits des parkings.

De même la méthanisation est une piste. Le gaz appartient à deux catégories :

- le gaz fossile qui va décroître après 2025 (pic de Hubbert).

- le gaz fabriqué à partir de la biomasse. Mais attention aux grosses structures, comme pour l'éolien, pour fabriquer de l'électricité.

Jean-Michel Moresmau, nouvel adhérent, a écrit un article sur la géothermie sur notre site :

<http://www.amisdelaterre40.fr/spip/spip.php?article287>

C'est une énergie intéressante dont l'Aquitaine est riche. Elle demande seulement un investissement de départ pour le creusement des puits (8 millions d'euros pour un site de captage ; on pourrait donc creuser 625 puits avec le coût de la LGV Bordeaux-Toulouse (5 milliards), mais ensuite, c'est tout bénéfice (pas de rejets de CO2, usages multiples, prix de revient faible, réutilisation par réinjection dans le sol). En revanche, les collectivités territoriales doivent être parties prenantes avec d'autres partenaires dans un tel projet.

Marie-Claire souligne le problème des terres rares (lithium par exemple) dont les éléments sont utilisés en photovoltaïques. La production est assurée par le Chili, la Chine et l'Argentine et l'explosion de l'utilisation du lithium dans l'industrie entraîne la raréfaction rapide de la production d'où un risque de disparition à moyen terme.

L'hydrolien est une source d'énergie future, en devenir. Elle sera prometteuse mais la technologie n'est pas là.

Christian évoque les monnaies locales, il faudrait faire venir des personnes qui ont déjà travaillé sur la question. L'association BIZI qui a adhéré récemment aux AT France organise des sessions pour les candidats aux élections, et aborde le sujet (une session le 2 février 2013).

Un monde se termine, un autre se construit ; comment va-t-on le gérer, l'organiser ?

Propositions de l'assemblée :

- produire l'énergie là où on la consomme
- travailler sur des projets très concrets et commencer à convaincre les communes.
- par exemple écrire aux collectivités pour leur demander de ne plus éclairer autant la nuit, mettre par exemple des lampadaires avec des panneaux solaires.
- développer l'isolation pour éviter de consommer.
- stocker la chaleur qui vient du solaire, demander aux collectivités d'installer du solaire et du photovoltaïque sur les toits.

50 % des émissions des gaz à effet de serre sont liées au système de la globalisation, des importations massives de produits à travers la planète et de l'agro industrie.

Il existe une fracture entre la perception des élus et celle des associations, comme entre celle des élus et celle de leurs citoyens. Certains élus sont dans l'incompétence ou l'impossibilité de faire mais ils veulent avancer. Ils peuvent donc accueillir favorablement des projets et commencer par les petites communes. Les élus doivent savoir qu'ils auront notre soutien. Les associations peuvent conseiller les communes sinon les industriels et les commerciaux le feront. Les choix budgétaires sont déterminants. Philippe Castets, de Terre Active nous informe que le Conseil régional a créé un groupe d'étude pour voir comment les collectivités peuvent trouver des solutions locales avec le concours des habitants et des associations. C'est aux citoyens de bouger pour aider les maires et les interpeller pour savoir où passent nos impôts.

Il s'agit de renforcer ou de rétablir la démocratie. Le point de départ peut être un sondage par exemple. On peut aussi faire venir quelqu'un pour en discuter une après-midi. Ensuite il faut informer les gens. Ainsi, sur Biscarosse, le groupe local AT 40 a l'idée d'organiser un forum sur ces questions. Enfin, il serait bon que l'on pense à un calendrier sur la transition énergétique.

Il est 18 h. Nous terminons l'assemblée générale sur le verre de l'Amitié.
